

# Synthèse régionale

## L'économie régionale se redresse en 2015

Dans un contexte national de reprise, l'économie de Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées se redresse. Encore portée par le secteur tertiaire, la région bénéficie de la plus forte progression de l'emploi salarié dans le secteur marchand non agricole depuis 2008. Le taux de chômage diminue légèrement, affectant cependant encore 12 % de la population active fin 2015. Que ce soit sur le front de l'emploi ou du chômage, des disparités territoriales, sectorielles et générationnelles persistent.

Camille Fontès-Rousseau, Roger Rabier (Insee)

En 2015, la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées gagne 13 700 emplois salariés dans le secteur marchand non agricole après une quasi-stabilité les trois années antérieures. C'est la plus forte augmentation depuis 2008 (*crise des subprimes*), tant en valeur qu'en rythme (+ 1,2 %) et la hausse est bien plus marquée que pour la France métropolitaine (+ 0,5 %).

Cette progression n'est pas répartie de façon homogène selon les départements et les secteurs d'activité, la Haute-Garonne et l'Hérault concentrant près de 90 % du gain d'emploi. L'Hérault est d'ailleurs le département métropolitain qui bénéficie de la plus forte croissance (+ 2,5 %). À l'inverse, les Hautes-Pyrénées subissent une cinquième baisse annuelle consécutive (- 1,7 %) et le Gers perd aussi des emplois cette année (- 0,7 %).

### Le secteur tertiaire, moteur de l'emploi régional

Près du quart de la croissance de l'emploi est lié au recours accru à l'**intérim**, alors qu'il ne représente que 3,5 % de l'emploi salarié dans le secteur marchand non agricole. Avec un effectif de 40 400 salariés fin 2015, l'emploi intérimaire se situe à mi-chemin entre son niveau record de 2007 et le creux de 2009.

Hors intérim, les services marchands génèrent les trois quarts des créations régionales. En particulier, les **services aux entreprises** contribuent pour plus de 40 % à la croissance de l'emploi et confirment de plus en plus leur dynamisme dans la région (+ 3,1 % de salariés en 2015 contre + 1,3 % en moyenne entre fin 2007 et fin 2014).

Dans le secteur de l'**hébergement-restauration**, l'emploi augmente de 2,6 %, en lien avec une fréquentation touristique qui progresse à nouveau dans les hébergements collectifs marchands, après deux années de baisse. Ce secteur contribue ainsi pour 15 % à la hausse régionale de l'emploi. La région bénéficie à la fois d'une progression des clientèles

française et étrangère, contrairement à la France métropolitaine où la hausse de la fréquentation est uniquement le fait des touristes résidents, notamment à cause de la chute de la fréquentation étrangère en fin d'année, suite aux attentats du 13 novembre.

Porté par l'accélération de la consommation des ménages, l'emploi salarié progresse dans le secteur du **commerce**, dans la région (+ 1,1 %) comme au niveau national (+ 0,8 %). En Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, ce gain d'emploi en 2015 compense pratiquement la diminution des effectifs des trois années précédentes.

### Bout du tunnel pour la construction ?

La construction repart légèrement dans la région avec 39 000 logements mis en chantier en 2015. Cette tendance est plus modérée en France métropolitaine. Cependant, la hausse régionale est à relativiser car elle fait suite au point bas de 2014.

La construction de logements neufs est tirée par le logement collectif. Le nombre de permis de construire autorisés continue de diminuer en 2015 mais plus faiblement qu'en 2014, il se redresse en fin d'année.

Dans les travaux publics le recours accru à l'activité partielle, notamment dans les activités d'ingénierie et d'études techniques, reflète les difficultés rencontrées en 2015.

Globalement, si la construction perd des emplois pour la huitième année consécutive, la baisse est toutefois moins marquée en 2015 qu'en 2014 (- 2 200 salariés hors intérim contre - 3 500).

### L'emploi industriel se stabilise

En 2015, l'emploi industriel (hors intérim) qui concentre près du cinquième des effectifs salariés du secteur marchand non agricole, se stabilise en Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées après quatre années de hausse. Pourtant, portée par des

cadences de production en augmentation, l'activité de la chaîne d'approvisionnement industrielle de la filière aéronautique est particulièrement dynamique. Dans le spatial, 2015 est une nouvelle année de croissance, avec d'importantes prises de commandes. Cela se traduit par une hausse des effectifs dans la fabrication de matériel de transport (+ 1 400) ; cette augmentation ne parvient pas à compenser totalement la perte d'emplois dans la fabrication des autres produits industriels. Le nombre de salariés dans les industries agro-alimentaires reste, quant à lui, quasiment stable dans tous les départements de la région.

### Crise agricole, sauf pour la viticulture et les fruits et légumes estivaux

La récolte viticole 2015 est satisfaisante tant en volume qu'en qualité. La production de fruits et légumes estivaux bénéficie d'une demande porteuse. Mais les volumes et les prix de la plupart des autres productions agricoles sont en baisse. Les filières lait, viande bovine et porcine traversent une crise aiguë qui affecte fortement les exploitations agricoles.

### Le taux de chômage diminue légèrement

Pour la première fois depuis cinq ans, le taux de chômage baisse légèrement (- 0,3 point), signe d'un certain redressement de l'économie régionale. Fin 2015, 12 % de la population active régionale est touchée par le chômage. Au niveau national, le taux de chômage est quasiment stable.

La progression du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi est moins forte que l'an passé et l'inflexion est marquée pour les demandeurs d'emploi sans activité. Le chômage de longue et surtout de très longue durée continue aussi à progresser et touche toujours essentiellement les seniors. En revanche, le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans diminue, en lien avec la progression du nombre de bénéficiaires de contrats aidés. ■

# Cadrage national

## L'économie française accélère en 2015

Camille Sutter (Insee, Direction générale, division Synthèse conjoncturelle)

### La reprise se confirme dans la zone euro

En 2015, l'activité mondiale ralentit légèrement, du fait d'un fléchissement de la croissance dans les pays émergents. Cela résulte notamment d'un nouveau ralentissement de l'activité en Chine, et d'importantes récessions au Brésil et en Russie. Dans les économies avancées, la croissance reste en revanche robuste (+ 2,0 % après + 2,2 % en 2014). Aux États-Unis, l'activité croît solidement, au même rythme qu'en 2014 (+ 2,4 %) ; l'activité britannique reste également dynamique (+ 2,3 %). Dans la zone euro, la reprise se confirme (+ 1,6 % après + 0,9 %) et les rythmes de croissance des principales économies de la zone s'homogénéisent. Plusieurs facteurs externes favorisent l'activité européenne. D'une part, la baisse des prix du pétrole et des matières premières pèse sur l'inflation, ce qui, combiné à l'accélération de l'emploi, soutient le pouvoir d'achat des ménages, et donc leur consommation. D'autre part, la dépréciation de l'euro à l'œuvre depuis mi-2014 favorise les exportations de la zone, limitant les effets d'un commerce mondial morose. En outre, la baisse des taux d'intérêt due à la politique monétaire non conventionnelle - notamment la mise en place d'un quantitative easing - de la Banque centrale européenne - dynamise l'investissement et contribue à sa forte accélération, notamment en Europe du sud.

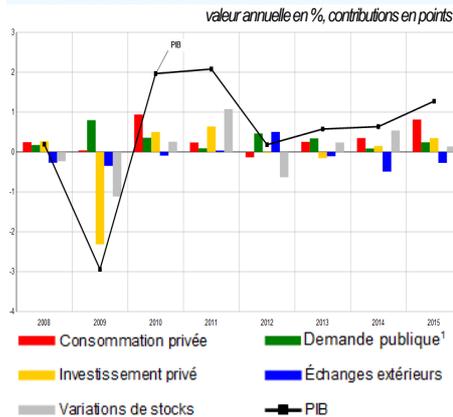
### L'économie française accélère en 2015

Dans le mouvement européen, l'économie française continue elle aussi d'accélérer en 2015 : le PIB progresse de 1,3 % en volume, après + 0,6 % en 2014. Il s'agit de la plus forte croissance depuis 2011.

La consommation des ménages est le principal facteur de l'accélération en 2015 (+ 1,5 % après + 0,7 %), dans le sillage de leur pouvoir d'achat. Du côté de la demande publique, la consommation des administrations publiques accélère légèrement (+ 1,4 % après + 1,2 %) tandis que le recul de l'investissement public est moins accentué qu'en 2014 (- 3,8 % après - 5,7 %). L'investissement des entreprises accélère (+ 2,8 % après + 1,6 %), tandis

que le recul de l'investissement des ménages s'atténue (- 0,8 % après - 3,5 %).

### 1 Évolution du PIB en volume et contribution à cette évolution



(1) : y compris institutions sans but lucratif au service des ménages.

Champ : France

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010

Les échanges extérieurs continuent de peser sur la croissance, mais moins fortement en 2015 (- 0,3 point) qu'en 2014 (- 0,5 point). Le dynamisme des exportations est en effet plus que compensé par celui des importations. Enfin, le comportement de stockage des entreprises contribue de nouveau positivement à la croissance (+ 0,1 point).

### L'emploi total augmente

Dans le sillage de la reprise d'activité, l'emploi salarié du secteur marchand non agricole (SMNA) se stabilise après deux années consécutives de baisse. Grâce aux créations nettes d'emplois dans le secteur non marchand ainsi que pour les non-salariés, l'emploi total continue d'augmenter. Le taux de chômage en France entière est ainsi stable en moyenne annuelle à 10,3 %. En revanche, en glissement annuel en fin d'année, l'emploi salarié SMNA s'améliore nettement : fin 2015, l'économie française compte 102 000 emplois de plus que fin 2014 (+ 0,5 %).

### Le pouvoir d'achat des ménages accélère nettement

En moyenne annuelle, l'indice des prix à la consommation stagne, en net ralentissement

par rapport à 2014 (+ 0,5 %), du fait de sa composante énergétique : les prix de l'énergie se replient en effet fortement en 2015 avec la chute du cours du baril de Brent. De plus, les revenus d'activité augmentent fortement (+ 1,7 % après + 0,8 %). Ainsi, le pouvoir d'achat des ménages accélère en 2015 : + 1,6 % après + 0,7 %. Cette hausse est proche de sa croissance moyenne depuis 2000 (+ 1,5 %).

### 2 Le PIB et les opérations de biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			en milliards d'euros	Contribution à la croissance du PIB en volume
	2013	2014	2015		
<b>Produit intérieur brut (PIB)</b>	0,6	0,6	1,3	2 181,1	1,3
Importations	2,1	4,7	6,6	685,0	-2,1
<b>Consommation effective des ménages, dont :</b>	0,7	0,9	1,6	1 540,7	1,1
- dépense des ménages	0,5	0,7	1,5	1 156,0	0,8
- dépense individualisable des administrations et des ISBLSM	1,4	1,8	1,7	384,7	0,3
Consommation collective des administrations publiques	1,5	-0,1	1,0	182,7	0,1
<b>Formation brute de capital fixe, dont :</b>	-0,8	-0,3	1,0	469,2	0,2
- entreprises non financières	0,2	1,6	2,8	262,7	0,3
- ménages	-0,5	-3,5	-0,8	107,6	0,0
- administrations publiques	-0,7	-5,7	-3,8	75,3	-0,1
Variations de stocks (contribution à la croissance)	0,2	0,5	0,1	2,7	0,1
Exportations	1,9	3,3	6,1	654,9	1,8

ISBLSM : institutions sans but lucratif au service des ménages

Note : les séries sont présentées ici non corrigées des jours ouvrés.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010